

INTERMEDIATION FINANCIERE PAR LA CAF

Article 100 de la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale

Je soussigné(e),

Monsieur/Madame (rayer la mention inutile)

Né(e)le :

A :

Domicilié(e) :

.....

Adresse mail :

Numéro de téléphone :

Atteste avoir reçu toute information utile sur l'intermédiation financière par mon Conseil, Maître Elodie GIGANT, Avocat au Barreau de Draguignan,

Connaissance prise de ce dispositif et compte tenu de la demande du Juge aux affaires familiales de me positionner sur son éventuelle mise en place, j'autorise mon Conseil à communiquer la présente attestation dans la procédure en cours,

En conséquence, j'affirme (cocher la case correspondant à votre choix) :

- vous ne formez pas opposition à l'application de l'intermédiation financière des pensions alimentaires pour la contribution à l'entretien l'éducation de(s) l'enfant (s),
- vous formez opposition à l'application de l'intermédiation financière des pensions alimentaires pour la contribution à l'entretien l'éducation de(s) l'enfant (s),
- vous souhaitez que l'intermédiation financière soit écartée en raison de l'incompatibilité de ce dispositif avec votre situation ou celle de l'autre parent (notamment la résidence à l'étranger, ou l'absence de compte bancaire de l'une des parties) ou en raison des modalités d'exécution de la contribution à l'entretien et l'éducation de l'enfant (droit d'habitation, participation directe aux frais).

Fait à

Le

Nom, prénom et signature